

ANALYSE DU POTENTIEL ET DE L'EFFORT FISCAL DES
PAYS DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST
AFRICAINNE

ANALYSIS OF THE POTENTIAL AND FISCAL EFFORT OF
THE COUNTRIES OF THE WEST AFRICAN ECONOMIC AND
MONETARY UNION

ANÁLISE DO ESFORÇO POTENCIAL E FISCAL DOS PAÍSES
DA UNIÃO ECONÔMICA E MONETÁRIA DA AFRICANA
OCIDENTAL

Larba Issa KOBAYAGDA*

Kouadio Yves Arnaud BININ†

JEL Classification: C13, E31, E52, E58, F33, F42
<https://doi.org/10.47348/AMTJ/2021/i1a2>

RÉSUMÉ

Cet article vise à analyser le potentiel fiscal des pays membres de l'espace UEMOA. Cette problématique semble être pertinente dans la mesure où les ressources fiscales sont fonction du budget des Etats. La méthode d'analyse utilisée dans cet article est le modèle de frontière stochastique de Kumbakar, Lien et Hardaker (2014) pour la période 1987-2017. Les résultats montrent que la pression fiscale est déterminée par des facteurs structurels et que dans la plupart des cas les pays peuvent exploiter davantage leur potentiel fiscal. De même, l'effort fiscal peut être amélioré pour une performance visible en termes de mobilisation des ressources dans la majorité des pays. Ces résultats peuvent contribuer à l'amélioration du choix et des décisions de politiques fiscales de la commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) en matière de fiscalité.

Mots-clés : *effort fiscal, frontière stochastique, potentiel fiscal, pression fiscale*

Abstract

This article aimed to analyse the fiscal potential of member countries of the West African Economic and Monetary Union Commission (WAEMU) space. This issue seems to be relevant insofar as fiscal resources are a function of the states' budget. The method of analysis used in this paper is the stochastic frontier model of Kumbakar, Lien & Hardaker (2014) for the period 1987-2017. The results showed that the tax burden is determined by structural factors and that in most countries the tax potential can be further exploited. Similarly, the tax effort can be improved for a more visible performance in terms of resource mobilisation in the majority of countries. These results can contribute to improving the choice and decisions of the WAEMU Commission on fiscal policies.

* Economiste, ancien Secrétaire permanent du Comité de politique fiscale du Burkina Faso : kobiss13@yahoo.fr

† Economiste : binin_yves@outlook.fr

Keywords: *Fiscal effort, fiscal pressure, fiscal potential, stochastic frontier*

ABSTRATO

Este artigo visa analisar o potencial fiscal dos países membros do espaço da UEMOA. Esta questão parece ser relevante na medida em que os recursos fiscais dependem do orçamento dos Estados. O método de análise utilizado neste trabalho é o modelo de fronteira estocástica de Kumbakar, Lien e Hardaker (2014) para o período 1987-2017. Os resultados mostram que a carga fiscal é determinada por factores estruturais e que, na maioria dos casos, os países podem explorar mais plenamente o seu potencial fiscal. Da mesma forma, o esforço fiscal pode ser melhorado para um desempenho visível em termos de mobilização de recursos na maioria dos países. Estes resultados podem contribuir para melhorar as escolhas e decisões de política fiscal da Comissão da União Económica e Monetária da África Ocidental (UEMOA) na área da fiscalidade.

Palavras-chave: *esforço fiscal, fronteira estocástica, potencial fiscal, carga fiscal*

I INTRODUCTION

La majorité des pays africains est confrontée aux défis de chômage des jeunes et du développement économique et social. Depuis 2010, les pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) se sont engagés dans cette lutte à travers de vastes programmes ou encore des plans de développement dans les secteurs clés de l'économie pour booster la croissance économique. Cependant, la mise en œuvre de ces différents plan et stratégie de développement exige des ressources financières importantes. Or, depuis plus d'une décennie on constate une baisse constante de l'aide publique au développement. Par conséquent, la mobilisation des ressources internes constitue la seule alternative si ces Etats veulent financement adéquatement leurs ambitions de développement. Autrement, la question de l'efficacité de la mobilisation des ressources fiscales ou non fiscales devient impératif pour les pays en développement et particulièrement ceux de l'UEMOA.

De ce fait, une forte mobilisation de ressources internes au niveau des pays en développement est un gage pour une conduite autonome des politiques souhaitées car les ressources externes sont pour la plupart du temps conditionnées par les partenaires techniques et financiers (Culpeper & Bhushan, 2010). Afin de mieux exploiter le potentiel fiscal dans l'espace UEMOA, des réformes du système fiscal au sein de chaque pays ont permis une amélioration du niveau des recettes fiscales et une réduction du déficit budgétaire, hors dons, du déficit global. Les ressources fiscales hors dons représentent 63,29% des dépenses totales (BCEAO, 2017). Elles passent de 18,3% du PIB à 18,6 en 2018 puis à 20,4% en 2019. Aussi, le déficit global hors dons est réduit passant de 6,5% du PIB à 6,3% en 2018 et à 5,3% en 2019 (UEMOA, 2019). La

pression fiscale varie d'un pays à un autre. Les pays tels que le Togo (22,28%) et le Niger (20,57%)¹ respectent le pacte de convergence fixé à 20%. Malgré ces initiatives, la majorité des pays reste en dessous du pacte de convergence fiscale (Burkina Faso, 16,66% ; Côte d'Ivoire, 15,38% ; Mali, 14,45% ; Sénégal, 15,81% ; Guinée Bissau, 9,18%).

En outre, plusieurs études (Diarra, 2012 ; FMI, 2017 ; WADE, 2015) montrent que l'importante économie informelle et le secteur agricole ont été négligés en tant que source de recettes publiques. Ainsi, avec un secteur informel difficilement taxable et des revenus fiscaux fortement dépendant de la volatilité des prix des ressources naturelles, les pays de l'UEMOA ont des pressions fiscales faibles. Dès lors, la maîtrise du potentiel fiscal s'avère bien importante pour une bonne organisation des politiques fiscales et pour une conduite autonome des dépenses publiques. En effet, le potentiel fiscal d'un pays est déterminé par un ensemble de facteurs structurels indépendants, en courte période, de la politique économique et donc notamment des mesures incluses dans les programmes de stabilisation (Brun & al, 2005). Fort de cette clarification, il est pertinent d'évaluer le potentiel fiscal des pays de l'UEMOA ce qui permettra de déterminer l'effort fiscal afin de juger au mieux de l'efficacité de la politique de recouvrement à mettre en place au niveau de chaque pays de l'Union. Cette logique est d'autant plus pertinente que certaines études montrent que le niveau d'imposition actuel des pays africains semble supérieur à celui des pays industrialisés lorsqu'ils avaient le même revenu par habitant. L'approche méthodologique retenue est celle proche de Brun & Diakité (2016) inspiré de Kumbakar, Lien & Hardaker (2014) qui utilise un modèle de frontière stochastique.

Pour répondre à cette fin, le présent article a pour objectif l'analyse du potentiel fiscal des pays membres de l'UEMOA. De manière spécifique, il s'agit d'une part d'examiner l'incidence des facteurs explicatifs du potentiel fiscal et d'autre part d'évaluer l'effort fiscal. La suite de l'article sera organisée comme suit une revue de littérature suivie d'une méthodologie d'analyse et la présentation et l'interprétation des résultats.

II ANALYSE DE LA LITTÉRATURE

(a) *Analyse théorique*

Le modèle de Barro (1990) en ce qui concerne la théorie de la croissance endogène intègre la variable fiscale à travers le rôle des dépenses publiques dans la croissance économique. En effet, les dépenses publiques favorisent un cadre idéal pour le développement du secteur privé. Et par la suite augmentent la productivité des firmes aussi les ressources financières et par conséquent les impôts versés à l'Etat.

¹ Pour l'année 2015.

Dans les pays en développement, les ressources étant limitées avec des besoins illimités. En conséquence, les dépenses sont fonction du niveau des recettes avec un déficit budgétaire pour la plupart, aussitôt la fiscalité devient un instrument de politique pour l'Etat. Selon Kokke & Weyzig (2008) une fiscalité fonctionnelle exige un minimum d'augmentation de pression fiscale qui peut engendrer des distorsions au niveau de l'activité économique et des inégalités. C'est ainsi que se pose la question du potentiel fiscal.

Plusieurs définitions du potentiel fiscal sont présentées dans la littérature économique. Selon Alfirmán (2003), le potentiel fiscal est le rapport des recettes fiscales qu'une économie peut générer si elle utilise ses ressources et sa capacité à les collecter. Aussi, pour Bousselhami & Hamzaoui (2018) le potentiel fiscal d'un pays est la capacité de collecter des impôts sur la base des lois, du volume des recettes nationales et de la répartition des revenus. Ainsi, la différence entre le potentiel fiscal et les recettes fiscales ou encore le degré d'exploitation du potentiel fiscal est appelé effort fiscal.

Le concept du potentiel fiscal découle de la théorie moderne de la fiscalité optimale. Il repose sur les travaux fondateurs du prix Nobel de James A Mirrlees (1971) qui a été le premier à proposer une modélisation de l'impôt optimal. L'imposition optimale est alors un système de prélèvements obligatoires qui maximise les recettes fiscales, tout en minimisant les désincitations à l'effort chez les contribuables. Le principal résultat de la théorie de Mirrlees et de ses développements est le taux marginal d'imposition. Le problème posé est donc celui du choix des barèmes et de la forme d'imposition des revenus qui maximisent le bien-être collectif. Ce choix résulte, comme l'a montré Mirrlees, d'un arbitrage entre redistribution et efficacité économique, dès lors qu'on cherche à limiter les coûts d'efficacité de l'imposition (effets négatifs sur l'activité économique) tout en poursuivant un objectif d'équité donné, fonction des préférences collectives (Monnier, 1998).

Le concept de l'effort fiscal quant à lui, a été introduit par Lotz & Morss (1967). Au départ, il est basé sur l'étude du ratio fiscal international et à la suite des travaux de Stosky & Woldmarian (1997) quelques amendements ont été faits. L'effort fiscal permet d'apprécier dans quelle mesure chaque pays exploite son potentiel de recette publique. On distingue la part des ressources publiques déterminée par les facteurs structurels (sur laquelle les autorités ne peuvent agir à court terme et qui constitue le potentiel de recettes publiques ou potentiel fiscal) de la part des ressources publiques déterminée par la politique économique (effort fiscal) (Brun, Chambas & Combes, 2006). Cependant, les mesures de politique monétaire, budgétaire et de change de devise qui sont susceptibles d'influencer le niveau des ressources publiques effectives, définissent effectivement l'effort fiscal réel (AMAO, 2011).

Dans les pays en développement, l'État se trouve de plus en plus conduit à prendre en charge la relance économique en raison de la faiblesse du secteur privé. Les ressources étant limitées, il faut rationaliser le choix budgétaire et promouvoir une politique fiscale capable de mobiliser un maximum de ressources (Hamzahoui & Bousselhami, 2017). La politique fiscale devient alors un instrument privilégié de l'État. Une fiscalité fonctionnelle exige le franchissement d'un seuil minimum de pression fiscale (Kokke & Weyzig, 2008). En outre la hausse de la pression fiscale dans ces pays reste limitée. Tout d'abord à cause de la faible production, la capacité contributive des redevables est réduite. En plus l'expérience montre que le prélèvement fiscal gagne en importance lorsque le développement et le processus d'industrialisation s'accroissent (Tanzi & Zee, 2001). Enfin, Itriago & al. (2011), dénoncent l'attitude égoïste et irresponsable des groupes privilégiés qui ont tendance à faire supporter la majeure partie de la charge fiscale à la basse classe.

Par ailleurs, plusieurs facteurs influencent le potentiel fiscal. Il s'agit des facteurs structurels, institutionnels et de politiques économiques qui sont variables d'un pays à un autre.

(c) Analyse empirique

Dans la dynamique de mobilisation des recettes fiscales de nombreux travaux ont été réalisés. La différence fondamentale de la majeure partie des travaux se situe au niveau méthodologique. Selon Brun, Chambas & Combes (2006), la complexité méthodologique résulte du fait qu'une partie des recettes fiscales peut-être due à une modification de la politique économique tandis que l'autre peut être le résultat des facteurs structurels propre au pays. Il faut noter que Bird & al (2008) mettent l'accent sur les facteurs institutionnels tels que la corruption, la voix de la responsabilité pour montrer à quel point le civisme est primordial dans les pays en développement. Pour lever la difficulté méthodologique, Stosky & Woldermariam (1997) proposent une technique d'évaluation de l'effort fiscal. Elle consiste à isoler l'action de la politique économique sur la mobilisation fiscale. En effet la différence entre le niveau des ressources fiscales et le niveau structurel est déterminée par un ensemble de facteur structurel tel que le niveau de développement, l'origine sectorielle des revenus et le degré de monétisation de l'économie.

Les études récentes utilisent des techniques économétriques en données de panel. Brun, Chambas & Guerineau (2007) dans des travaux sur le potentiel fiscal en panel utilisent deux groupes de pays (pays en transition et pays en développement). Ils montrent d'une part que le taux de prélèvement et la part des exportations minières et pétrolières sont élevés et d'autre part que la valeur ajoutée agricole a tendance à diminuer la taxe publique. En utilisant la même méthode, Chambas & al (2010) nous montrent que le Sénégal est proche de son potentiel

fiscal. Cependant l'incidence du taux d'importation (M/PIB) et la part d'exportations de pétrole est positif. Tandis que la valeur ajoutée agricole (valeur ajoutée agricole/ PIB) et la part des exportations minières sont négatives. De plus, les résultats de Gupta (2007) sont confirmés par Chambas & al (2010) en ce qui concerne les variables du secteur agricole et du taux d'importation. De plus Brun, Chambas & Mansour (2014) utilisent en données de panel les effets aléatoires sur la période allant de 1980 à 2012 pour développer des indices d'effets hors taxes sur les ressources.

Dans une analyse sur le potentiel fiscal du Bénin, à partir d'un modèle de frontière stochastique Senou (2014) montre qu'à court terme les facteurs structurels n'influencent pas de manière significative la pression fiscale. Tandis qu'à long terme une augmentation du degré d'ouverture et le $PIB/tête$ de 1% entraînent respectivement une augmentation de 0,11% et de 0,19% de la pression fiscale. Néanmoins la mobilisation des ressources fiscales au Bénin est en dessous de son potentiel fiscal. Par ailleurs, avec une approche des modèles à frontière stochastique d'efficacité en considérant les lignes de taxes Ba & Diagne (2016) montrent que les marges de progressions des recettes fiscales (% PIB) estimées à 2.8 points soit un potentiel fiscal de 22,4% pour l'année 2014.

Par la suite, Bouselhami & Hamzaoui (2018) dans un échantillon de pays analysent le potentiel fiscal du Maroc en panel. Les facteurs structurels à savoir le $PIB/habitant$ (proxy du niveau de développement), le degré d'ouverture, la valeur ajoutée industrielle et le degré de monétarisation ont un impact positif et significatif. Par contre la valeur ajoutée agricole a un effet significatif mais négatif. De plus ils déduisent l'effort fiscal des pays membres de l'échantillonnage. Dans le cas des pays membres de l'UEMOA, on observe un effort négatif pour le Bénin (4,71), le Burkina (2,2), Sénégal (0,11) et le Togo (5,62) d'où les ressources fiscales spatiales ne sont pas exploitées de manière optimale. Enfin, l'AMAO (2011) dans une analyse des efforts fiscaux couvrant la période 2000 à 2010, à partir des estimations de frontière stochastique montre que le taux d'effort fiscal de l'espace UEMOA en impôt direct est au-delà de 60% sauf la Guinée Bissau (53%) à l'exception du Niger (85%) et du Bénin (82%) tandis que ceux des impôts indirects sont faibles en dessous de 50% (Togo 11%) à l'exception du Sénégal (92%) et du Burkina Faso (67%) et enfin le Bénin (86%) Mali (81%) Niger (78%) sont les leaders en impôt sur le commerce. En somme l'effort est en dessous des potentialités de l'Union.

III MATERIELS ET METHODES

(a) *Modèle*

Les modèles utilisés dans l'estimation du potentiel fiscal s'inscrivent dans le cadre des études empiriques consacrées aux déterminants des recettes fiscales. Plusieurs modèles ont présenté des études qui essaient de montrer les places des variables structurelles clés parmi les autres suggérés par la littérature. La majorité des modèles se sont inspirés du modèle de frontière stochastique développé par Aigner, Lovell & Schmidt (1977), Battese & Coelli (1988), Kumbhakar & Lovell (2000), Kumbhakar (2001) et Greene (2005). Dans le cadre de notre analyse nous utiliserons le modèle de Brun & Diakité (2016) inspiré de Kumbakar, Lien & Hardaker (2014) car plus réaliste et proche de la réalité économique des pays de l'UEMOA. En effet, il permet de faire la distinction entre les effets de l'inefficacité variable dans le temps et l'inefficacité persistante.

Le modèle s'écrit comme suit :

$$y_{it} = \alpha + f(X_{it}, \beta) + \theta_i + v_{it} - \eta_i - \lambda_{it} \quad (1)$$

y_{it} représente le taux du prélèvement fiscal (pf) ; X_{it} le vecteur des variables explicatifs ; β les paramètres à estimer et θ_i l'effet aléatoire pays, v_{it} l'hétérogénéité latente pays η_i le terme d'inefficacité persistante et λ_{it} l'inefficacité variable de temps.

Le modèle est estimé en trois étapes :

$$y_{it} = \alpha^* f(X_{it}, \beta) + \omega_i + \epsilon_{it} \quad (2)$$

$$\text{Avec } \alpha^* = \alpha - E(\eta_i) - E(\lambda_{it}) \quad (3)$$

$$\omega_i = \theta_i - \eta_i + E(\eta_i) \quad (4)$$

$$\epsilon_{it} = v_{it} - \lambda_{it} + E(\lambda_{it}) \quad (5)$$

Etape 1 : l'équation (2) est estimée en données de panel à effets aléatoires puis les valeurs prédites ϵ_{it} et ω_i sont disponibles.

Etape 2 : l'inefficacité variable dans le temps λ_{it} est estimée à l'aide de la valeur prédite ϵ_{it} en utilisant un modèle de frontière stochastique standard.

Etape 3 : de même l'inefficacité persistante dans le temps η_i est estimée à l'aide de la valeur prédite ω_i en utilisant un modèle de frontière stochastique standard. On en déduit l'effort fiscal par la relation $\lambda_{it} \times \eta_i$.

(b) Choix des variables et signe attendus

Les variables utilisées dans la littérature pour l'analyse du potentiel sont assez diverses. Pour cette étude, les principales variables retenues sont :

La variable pression fiscale (**pf**) représente la part des recettes fiscales dans le PIB. C'est un indicateur de mobilisation de recettes fiscales.

La variable PIB/habitant (**Pib_hab**) est une variable structurelle qui reflète le niveau de revenu puis utilisé pour l'approximation du niveau de développement de l'économie. Il peut être utilisé soit pour déterminer la significativité du prélèvement sur les revenus. Un signe positif est attendu pour cette variable.

Le degré d'ouverture (**Douv**) permet de jauger si les échanges extérieurs sont favorables au prélèvement fiscal. Il influence positivement la pression fiscale du fait que les transactions internationales constituent une assiette plus facile à taxer et plus importante pour le pays en développement (Diarra, 2012). Un signe positif de la variable est attendu.

Le degré de monétarisation (**Dm**) mesuré par le ratio entre l'agrégat M2 et PIB nous permet d'examiner la relation entre le niveau des transactions financières et le prélèvement fiscal

La valeur ajoutée agricole (**Vaagri**) est la part de l'agriculture dans l'économie. Toutefois, le secteur agricole est difficilement taxable à cause de nombreuses activités non enregistrées (Stotsky & Woldemariam, 1997). Ainsi une relation négative est attendue.

La valeur ajoutée industrielle (**Vaind**), le secteur industriel est plus structuré et par conséquent facilement imposable. Ainsi, un impact positif est attendu contrairement à la valeur ajoutée agricole.

(c) Données et techniques d'estimations

Les données utilisées sont tirées des bases de données de la Banque Mondiale et de celle de la BCEAO. Elles couvrent la période allant de 1987 à 2017. Le choix de cette période est lié à la disponibilité des données des variables du modèle. Les tests seront effectués sur les huit pays de l'EMOA.

Tableau n°1 : Dictionnaire des variables

Variables	Définitions	Formule	Source données
Pf	La part de la recette fiscale dans le PIB	Recette fiscale / PIB	BCEAO
Pib_hab	PIB par habitant	PIBréel / population	WDI
Douv	Le degré d'ouverture	(Import+export) / PIB	WDI
Vaagri	Part de la valeur ajoutée agricole	VA agricole / PIB	WDI
Dm	Degré de monétarisation	M2 / PIB	WDI
Vaind	Part de la valeur ajoutée industrielle	VA industrielle / PIB	WDI

Source : *Auteurs*

Pour notre analyse, les techniques d'estimations en panel sont désignées. Dans un premier temps, nous allons effectuer les tests préliminaires que sont les tests de racines unitaires et le test de cointégration. Par la suite nous estimons le modèle en fonction des étapes prédéfinies ci-dessus :

$$y_{it} = \alpha^* + f(X_{it}, \beta) + \omega_i + \epsilon_{it} \quad (2)$$

L'équation (2) ainsi estimée représente le modèle de pression fiscale. Ensuite nous déterminons le taux de pression fiscale optimale qui est la valeur prédite de la variable dépendante.

IV RÉSULTATS

(a) *Les faits stylisés sur la pression fiscale dans l'UEMOA*

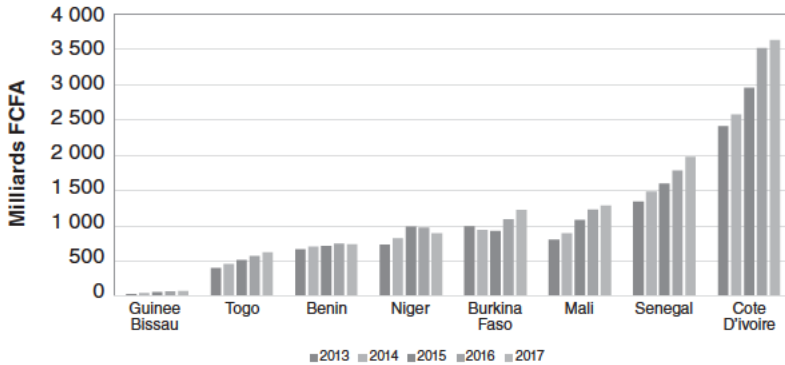
Les systèmes fiscaux des pays de l'UEMOA se caractérisent dans leur ensemble par un très faible niveau de prélèvement intérieur, par une très forte pression sur la fiscalité de porte et aussi par l'inégale répartition de leur charge sur les revenus des contribuables. Ainsi, les droits et taxes sur les importations et exportations représentent en moyenne le quart (24%) des recettes fiscales selon les données de la BCEAO (2018), avec toutefois de fortes disparités entre pays. Les taxes directes, composées des impôts sur les sociétés et personnes physiques, demeurent le point faible dans la mobilisation des recettes fiscales.

Dans cette dynamique, la commission de l'UEMOA travaille en collaboration avec les administrations fiscales nationales pour un

meilleur suivi de transition fiscale. Cependant, une décennie après sa mise en œuvre, le niveau de mobilisation des recettes fiscales dans les pays de l'UEMOA demeure faible.

L'analyse du graphique 1 montre que sur la période 2013-2017, seulement 50% des pays de l'UEMOA ont réalisé un niveau de mobilisation des recettes dépassant 1 000 milliards de FCFA par an pour des besoins de plus de 2000 milliards FCFA par an exprimés dans les plans de développement et les stratégies de croissance des pays.

De façon générale, les questions fiscales dans l'UEMOA, au-delà des situations internes à chaque pays, se posent aujourd'hui en terme régional, car dans un processus de mondialisation de l'économie, les micro-états que constituent ces pays ne peuvent s'en sortir en dehors d'un processus d'intégration et de coopération régionale.



Graphique n°1 : Recettes fiscales des pays de l'UEMOA sur la période 2012-2017

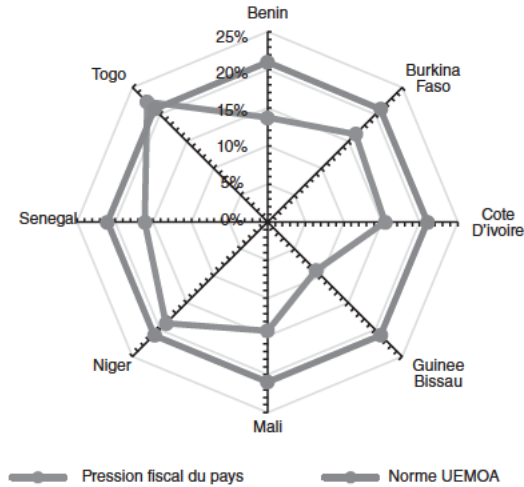
Source : Auteurs avec les données de la BCEAO (2018)

Lorsqu'on examine l'évolution globale du niveau de pression fiscale dans l'UEMOA, les pays de l'Union ont amélioré sensiblement le niveau de mobilisation des ressources fiscales de 14,66% en 2000 à 15,95% du PIB en 2016 niveau le plus élevé de la période. Par ailleurs, cette faible performance cache des disparités entre les pays.

En effet, le graphique 2 montre qu'en 2017, seul le Togo respecte le critère de convergence de l'UEMOA en réalisant un ratio recettes fiscales sur PIB supérieur ou égal à 20%. Par contre, les sept autres pays sont encore à la traîne avec des taux de pression fiscale compris entre 9% (Guinée Bissau) et 18% (Niger).

En matière de mobilisation de recettes fiscales, il semble que dans les pays de l'UEMOA malgré les efforts entrepris pour assurer l'équilibre du cadre macroéconomique, ils existent des d'autres enjeux qui entravent le processus de mobilisation des ressources intérieures notamment le

secteur informel assez développé, le poids des exonérations fiscales dans le secteur agricole et les flux financiers illicites.



Graphique n°2 : *Pression fiscale de pays de l'UEMOA en 2017*

Source : *Auteurs avec les données de la BCEAO (2017) <https://edenpub.bceao.int/>*

Au regard de ces résultats, il est judicieux pour les économies de l'UEMOA de connaître leur potentiel fiscal pour identifier les meilleurs politiques économiques à mettre en œuvre pour accroître l'efficacité dans la mobilisation des recettes ou réduire le fardeau fiscal, sources d'effets sociaux indésirables et contre productifs.

(b) Résultats des estimations économétriques

(i) Les tests préliminaires

Les tests de stationnarité sont préalables à l'analyse des estimations en données de panel en vue d'éviter des régressions fallacieuses en cas de présence de racine unitaire. Dans le but de faire une analyse rigoureuse, nous utiliserons deux types de tests à savoir celui d'Im, Pesaran & Shin (IPS, 2003) et de Levin, Lee & Chu (LLC, 2002).

Tableau n°2 : Tests de racine unitaire

	LLC		IPS	
	A niveau	Différence	A niveau	Différence
Pf	-1,327** (0,092)	-9,972*** (0,000)	1,167 (0,878)	-10,537*** (0,000)
Pib_hab	2,403 (0,991)	-5,083*** (0,000)	3,032 (0,998)	-6,210*** (0,000)
Douv	-1,360 (0,086)	-7,804*** (0,000)	-1,437** (0,075)	-8,517*** (0,000)
Vaagri	-2,025** (0,021)	-8,756*** (0,000)	-2,143** (0,016)	-9,895*** (0,000)
Vaind	-1,901** (0,028)	-7,888*** (0,000)	-1,928** (0,026)	-8,574*** (0,000)
Dm	2,486 (0,993)	-7,871*** (0,000)	2,830 (0,997)	-8,034*** (0,000)

Source : Auteurs, **Notes :** (...) probabilité, *** coefficients significatifs à 1%, ** coefficients significatifs à 5%, * coefficients significatifs à 10%

Les résultats de ces tests sont consignés dans le tableau, et indiquent que les variables Pib_hab et mm ne sont pas stationnaires à niveau pour le test LLC par contre toutes les variables sont stationnaires en différence première. Tandis que pour le test IPS, les variables sont tous stationnaires en différence.

(ii) *Le test de cointégration*

Pour tester l'existence d'une relation de cointégration entre les différentes variables, plusieurs types de tests sont couramment utilisés dans la littérature. Il s'agit du test de Pedroni (1999), le test de Kao (1999). Les deux tests cherchent à vérifier l'hypothèse nulle d'existence de relation de cointégration. Leur différence fondamentale réside dans la structuration du panel. En effet, le test de Pedroni permet de prendre en compte l'hétérogénéité par le biais des paramètres qui peuvent différer entre les individus, tandis que le test de Kao suppose que les vecteurs de cointégration sont homogènes entre les individus. La prise en compte de l'hétérogénéité avantage le test de Pedroni car pratique, il est rare que les vecteurs de cointégration soient identiques pour tous les individus (Hurlin & Mignon, 2007).

Tableau n°3 : Tests de cointégration

	Pib_hab	Douv	Vaagri	Vaind	Dm
Panel	1,500**	1,645**	0,327	0,908	1,172*
v-Statistic	(0,066)	(0,049)	(0,371)	(0,181)	(0,120)
Panel rho-Statistic	-5,166***	-3,719***	-3,023***	-3,319***	-2,785***
	(0,000)	(0,000)	(0,001)	(0,000)	(0,002)
Panel PP-Statistic	-8,420***	-6,951***	-6,510***	-8,184***	-6,609***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
Panel ADF-Statistic	-0,561***	-4,227***	-3,976***	-4,645***	-4,386***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
Group rho-Statistic	-2,774***	-1,849**	-1,195*	-1,463**	-1,483**
	(0,002)	(0,032)	(0,115)	(0,071)	(0,069)
Group PP-Statistic	-8,140***	-6,681***	-5,948***	-7,844***	-6,680***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
Group ADF-Statistic	-4,452***	-4,067***	-4,229***	-4,948***	-4,066***
	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)

Source : Auteurs, **Notes :** (...) probabilité *** coefficients significatifs à 1%, ** coefficients significatifs à 5%, * coefficients significatifs à 10%

Nous observons que toutes statistiques de Pedroni rejettent l'hypothèse nulle de non cointégration entre les variables et la croissance économique. Nous pouvons donc conclure qu'il existe une relation de long terme.

(iii) Estimation du potentiel fiscal

A la suite des tests préliminaires, nous pouvons donc passer à l'estimation de l'étape 1. Le choix de notre estimateur s'est porté sur l'effet aléatoire car il identifie une partie de l'hétérogénéité non-observés des facteurs structurels tandis que les effets fixes identifient l'hétérogénéité non-observés des facteurs structurels (Brun & al, 2014).

D'après l'équation (2) le modèle s'écrit :

$$Pf = \alpha_0 + \beta_1 Pib_Hab + \beta_2 Douv + \beta_3 Vaagri + \beta_4 MM + \beta_5 Vaind + \epsilon_{it}$$

Tableau n°4 : estimation du potentiel fiscal

Variables explicatives	Coefficients	P-value
Pib_hab	0,0000256***	0,000
Douv	0,195***	0,000
Vaagri	-0,231***	0,000
Vaind	-0,043	0,580
MM	0,250***	0,000
Cons	-7,126*	0,105
sigma_u	7,150	
sigma_e	3,335	

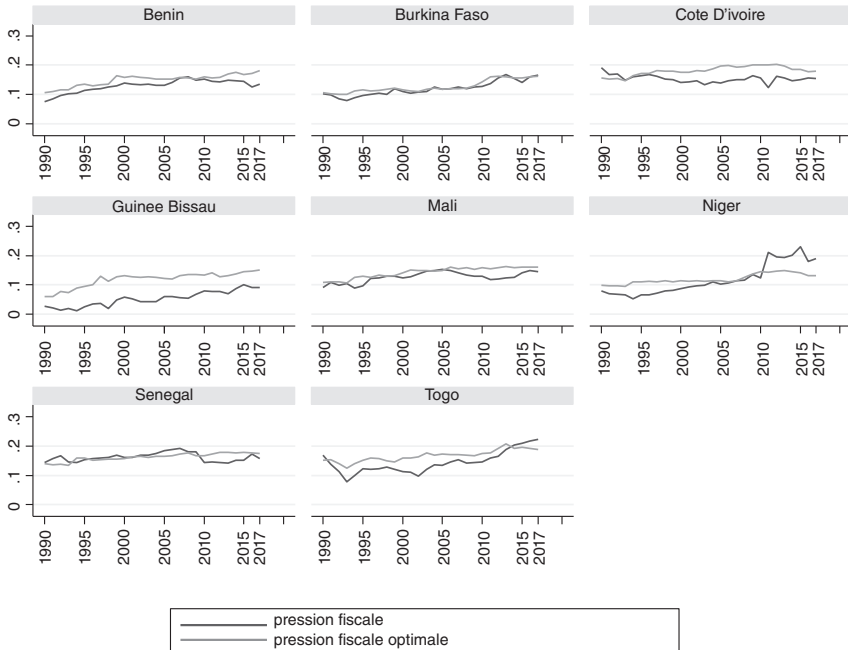
Source : Auteurs, *** coefficients significatifs à 1%, ** coefficients significatifs à 5%, * coefficients significatifs à 10%

L'estimation du potentiel fiscal nous permet de mesurer l'incidence des facteurs structurels sur la pression fiscale. Les résultats observés dans le tableau ci-dessus nous montrent que le Pib_hab, le degré d'ouverture (Douv), le degré de monétarisation influencent positivement et significativement la pression fiscale. De manière plus spécifique, l'ouverture commerciale contribue à hauteur de 0,19 aux recettes tandis qu'un degré de la circulation monétaire apporte 0,25 en termes de mobilisation. Une augmentation des échanges extérieurs par la production de biens et services et donc a priori par une expansion de l'investissement pourrait être avantageuse à l'Union. L'effet de la valeur ajoutée agricole est négatif et significatif. De fait, ce résultat peut se justifier par la difficulté à imposer le secteur agricole. En effet, l'activité agricole est le moteur des économies de l'Union mais encore à l'étape informelle. La majorité des acteurs est issue du milieu rural où la connaissance fiscale fait défaut. Dans cette situation, une réforme des taxes d'impositions propre au secteur est nécessaire pour mieux exploiter ce potentiel.

(iv) Analyse comparative entre la pression fiscale optimale et la pression fiscale

À la suite de notre estimation, les tendances sont observées dans le graphique 3. L'analyse de l'évolution de la pression fiscale à travers le graphique est d'une importance capitale. Couvrant la période 1990 à 2017, on observe une tendance supérieure de la pression fiscale optimale par rapport à la pression fiscale effective dans la majorité des pays. Exception est faite par le Togo et le Niger ces trois dernières années. Cependant ces pays sont les seuls ayant respecté la norme communautaire en termes de fiscalité recommandée par l'UEMOA fixée à 20%. Cela

peut se justifier par l'introduction des réformes fiscales harmonisées par ces pays et par une conjoncture économique résiliente aux différents chocs extérieurs. Entre autres, les pays de l'Union font des efforts mais sont généralement confrontés à un vaste secteur informel qui échappe en grande partie à l'imposition. Aussi, on note des récessions causées par l'instabilité dans chaque pays et par une dépendance vis-à-vis de l'extérieur.



Graphique n°3 : Evolution de la pression fiscale et du potentiel fiscal

Source : Auteurs

(v) *Analyse de l'effort fiscal*

L'analyse de l'effort fiscal dans notre modèle permet de définir l'effort fiscal variable dans le temps et l'effort persistant. Pour ce faire, à l'aide d'un modèle de frontière standard, nous estimons la composante de l'erreur et ensuite la composante de l'effet aléatoire. Enfin le produit de l'effort persistant et de l'effort variable dans le temps nous donnera l'effort global.

Tableau n°5 : Estimation de la composante d'erreur (l'inefficacité variable dans le temps)

Error component	Coef	Std.err	Pvalue
cons	0,031	0,208	0,879
Lnsig2v	2,376***	0,142	0,000
Lnsig2u	-6,436***	0,102	0,000

Source : Auteurs

Le tableau n°5 nous montre que le lnsig2v et lnsig2u sont significatifs par contre la constante n'est pas significative. Cette estimation permet de prédire l'effort fiscal variable dans le temps.

Tableau n° 6 : Estimation de la composante de l'effet aléatoire (l'inefficacité persistante)

Randon error component	Coef	Std.err	Pvalue
cons	10,34441	1,95e-08 5	0.000***
Lnsig2v	-30,13141	0,0340086	0,000***
Lnsig2u	5,065692	0,0673202	0,000***

Source : Auteurs

Le tableau n°6 nous montre que la constante, le lnsig2v et lnsig2u sont tous significatifs. Cette estimation permet de prédire l'effort fiscal persistant.

Tableau n° 7 : Efforts fiscaux

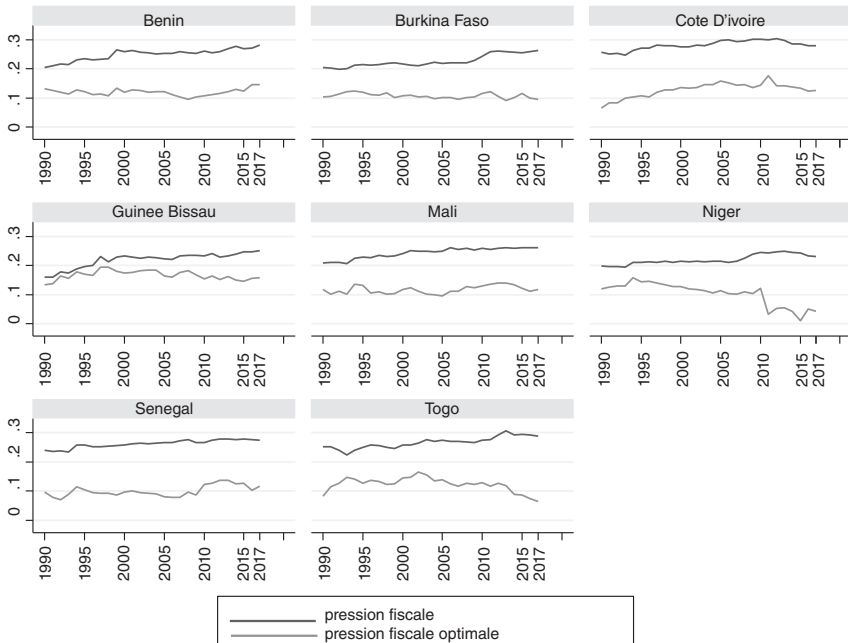
	Mean	Min	Max
Effort fiscal variable dans le temps	0,133	4,55e-10	0,999
Effort fiscal persistant	0,968	0,968	0,969
Effort fiscal global	0,326	0,326	0,326

Source : Auteurs

Le tableau n° 7 nous montre que l'effort fiscal variable dans le temps est très sensible dans les pays de la zone car elle est fonction de plusieurs paramètres tels que la politique fiscale en vigueur, les réformes en cours, la performance administrative et le système fiscal. Par contre l'effort fiscal persistant très peu sensible ou quasiment pas sensible car elle

prend en compte la disparité de chaque pays, la perception du devoir fiscal ou encore le civisme, on pourrait ainsi dire les traditions pour les communautés purement traditionnelles. De ce fait l'effort fiscal global est sensiblement le même.

Le graphique 4 montre un écart important entre la pression fiscale optimale et l'effort consenti par chaque pays de l'Union. Le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali et le Sénégal ont un effort fiscal positif tandis que l'effort du Burkina Faso, du Niger et du Togo est négatif respectivement ces deux et trois dernières années. Il faut noter une contreperformance en termes d'efficacité dans la mobilisation des ressources fiscales des pays tels que le Bénin, la Guinée Bissau car s'éloignant de la pleine mobilisation. On peut dire que la mobilisation est sous-exploitée. Par contre la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal se rapprochent de la pleine mobilisation des ressources d'où une mobilisation pleinement exploitée. Le Niger et le Togo sont les plus performants de la zone en termes de mobilisations des ressources suivi par le Burkina Faso, ils réalisent des recettes supplémentaires par rapport à la pleine mobilisation. A cet effet, le potentiel fiscal est bien exploité. Il en résulte que la politique économique et l'introduction des réformes fiscales ont été favorables à la mobilisation des ressources fiscales et a permis d'améliorer le recouvrement des ressources publiques. Cependant, les autres pays restent peu efficaces dans la mobilisation des ressources.



Graphique n° 4 : *Évolution de l'effort fiscal et du potentiel fiscal*

Source : *Auteurs*

V RECOMMANDATION DES POLITIQUES RÉALISABLES

Au terme de notre analyse, nos résultats nous permettent de faire trois principales recommandations en termes de politiques économiques aux États de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA).

Tout d'abord, pour tirer bénéfice de l'ouverture commerciale, il serait judicieux d'une part de créer un cadre favorable à la diversification économique par la transformation des produits du secteur primaire, créateur d'emplois et de valeur ajoutée, car la majorité des États exporte des produits de base et surtout vers l'Occident et l'Asie. En outre, les politiques commerciales dans la zone doivent s'orienter vers l'intensification des échanges commerciaux intra pays de l'Union mais aussi avec le reste du monde.

Les faits stylisés montrent que le secteur industriel et le niveau de revenus sont propices à un prélèvement fiscal efficace dans les pays développement et en développement. Cependant, nos estimations trouvent une incidence très faible liée à une industrialisation quasi inexistante et la pauvreté de la population. Ainsi, pour une imposition efficace et équitable, il serait fondamental d'accélérer la professionnalisation des filières agricoles ainsi que l'industrialisation, gage d'augmentation des revenus des ménages et de la valeur ajoutée du secteur secondaire. Ainsi, les pays de l'Union pourraient mieux maîtriser le flux des spéculations et amoindrir la fraude et l'évasion fiscale.

Enfin, les pays de l'Union doivent organiser de vastes campagnes de sensibilisation pour inciter les populations au civisme fiscal. Ils devraient viser le secteur informel trop développé et de manière spécifique les ménages ruraux car ils sont une proportion importante de l'assiette jusqu'à présent mal ou pas du tout imposée. De plus, les États devraient assurer une meilleure allocation de la ressource pour inciter davantage les populations à maintenir la confiance et être en règle vis-à-vis des fiscaux.

VI CONCLUSION

La question de la mobilisation fiscale interne au sein de la zone UEMOA a fait l'objet de notre analyse dans ce présent article en s'appuyant sur les facteurs structurels de prélèvement. À l'aide d'un modèle en frontière stochastique en panel, nos estimations mettent en évidence l'évaluation du potentiel fiscal et le rôle joué par les facteurs structurels. Les résultats montrent que le niveau de développement, le degré d'ouverture, la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB ont un faible impact sur la pression fiscale et la part de la valeur ajoutée agricole n'est pas significative. Par ailleurs le potentiel fiscal varie en fonction des pays et la norme communautaire est respecté par le Togo et le Niger. Il en est

de même pour l'effort fiscal fourni pour la mobilisation des ressources. Il faut noter que l'étude ne prend en compte les facteurs conjoncturels.

Cependant l'amélioration des ressources fiscales au sein de la zone UEMOA est un processus visant à concevoir un système de prélèvement propre à l'Union et définit en fonction de la stratégie de développement économique et social afin de pouvoir percevoir les taxes du secteur agricole (secteur informel). Le civisme fiscal dans la transparence et l'équité suivi d'une stabilité macroéconomique. Enfin pour bénéficier des atouts de l'ouverture commerciale, les pays de la zone doivent accentuer les efforts dans leur processus d'industrialisation par des micro-industries, réorienter la politique industrielle à travers une stratégie de long terme pour le secteur primaire qui sera le moteur du secteur secondaire. Par la suite, l'accroissement de l'industrialisation va permettre d'attirer des investisseurs, de réduire le chômage des jeunes, d'élargir l'assiette fiscale et d'augmenter le niveau de développement.

BIBLIOGRAPHIE

- Alfirman, L. (2003). Estimating Stochastic Frontier Tax Potential: Can Indonesian Local Governments Increase Tax Revenues Under Decentralization? Centre for Economic Analysis, Working Paper No.03-19.
- Ba, A. & Diagne, Y.S. (2016). Evaluation du Potentiel fiscal du Sénégal. Document d'Etude No.34, Direction de la Prévision et des Etudes Economiques-Ministère de l'Economie et des Finances et du Plan Sénégalaise. Repéré à <http://knowledge.uclga.org/IMG/pdf/evaluationdupotentiefiscaldusenegal.pdf>.
- Barro, R. (1990). Government Spending in a simple model of Endogenous Growth, *Journal of Political Economy*.98(5), 103-125.
- Bird, R.M., Vasquez, J.M. & Torgler, B. (2014). Societal institutions and tax effort in developing countries. *Annals of Economics and Finance*. 15(1), 185-230. Repéré à <http://down.aefweb.net/AefArticles/aef150107Bird.pdf>.
- Bousselhami, N. & Hamzaoui, M. (2018) Moroccan tax potential: econometric analysis through the tax effort. *Turkish Economic Reviews*.5(1), 22-32. <https://pdfs.semanticscholar.org/ddc4/b268367d9aace66f51c05b4d733055e1e401.pdf>.
- Brun, J.F, Chambas, G. & Combes, J.L. (2006). Recettes publiques des pays en développement: méthodes d'évaluations. (CERDI), STATECO, No.100. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00564568/document>.
- Brun, J.F, Chambas, G. & Guérineau, S. (2007). Aide et mobilisation fiscale dans les pays en développement. AFD Jumbo, Rapport thématique-Département de la Recherche 21. <https://www.researchgate.net/publication/24016412>.

- Brun, J.F. & Diakite, M. (2016). Tax potential and tax effort: an empirical estimation for non-resource tax revenue and VAT's revenue. 2016. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01332053/document>.
- Brun, J.F. & Chambas, G. (2010). Evaluation du potentiel de recettes publiques. Banque Africaine du développement.
- Gupta, A.S. (2007). Determinants of tax revenue efforts in developing countries. International Monetary Fund, Working Paper, No.07/184. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00556804/document>.
- Hamzaoui, M. & Bousselhami, N. (2017). Impact De La Fiscalite Sur La Croissance Economique Du Maroc. European Scientific Journal, ESJ, 13(4), 104. <https://doi.org/10.19044/esj.2017.v13n4p104>.
- Itriago, D. (2011): Décider de son développement: la fiscalité pour combattre la pauvreté, Posséder développement, Rapport de Recherche d'OXFAM, Septembre 2011.
- Mirrlees, J.A. (1971) An exploration in the theory of optimal income taxation, *Review of Economic Studies*, 38, 175-208.
- Monnier J.-M. (1998), Les prélèvements obligatoires, *Economica*, Coll. Economie poche, n° 49, 112 pages, Paris.
- Kokke, M. & Weyzig, F. (2008). Fiscalité et financement du développement *Commerce & Investissement*, Document d'information de SOMO (Centre de Recherche des Multinationales), 20 pages
- Senou, B.M. (2014). Un essai d'analyse du potentiel fiscal du Bénin. *Revue d'Economie Théorique et Appliquée*, 4(2), 181-202 <https://bec.uac.bj/uploads/publication/eed780969b7af39e8ee5f950dab99c98.pdf>.
- Stotsky, J.G. & Woldmariam, A. (1997). Tax effort in Sub-Saharan Africa. International Monetary Fund, Working Paper, No.97/107. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/wp97107.pdf>.
- Subal, C. Kumbhakar, Christopher F. Parmeter, & Valentin, Z. (2017). Stochastic frontier analysis: foundations and advances Working Paper. https://www.bus.miami.edu/_assets/files/repec/WP2017-10.pdf.
- Tanzi V. & Zee, H. (2001). Une politique fiscale pour les pays en développement, *Dossiers Economiques*, n° 27, FMI, mars 2001. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/issues/issues27/fra/issue27f.pdf>.